



**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU ROYAUME DES PAYS-BAS
LA HAYE**

**CONVENTION SUR LES ACCORDS D'ÉLECTION DE FOR
(La Haye, le 30 juin 2005)**

Notification conformément à l'article 34 de la Convention

ADHÉSION

Royaume-Uni, 28-09-2020

Conformément à l'article 31, deuxième paragraphe, sous a, la Convention entrera en vigueur pour le Royaume-Uni et Gibraltar le 1^{er} janvier 2021

DÉCLARATIONS

Royaume-Uni, 28-09-2020

(Traduction)

« (...) le gouvernement de Sa Majesté accepte par la présente que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que Gibraltar, soient liés par la Convention, compte tenu des déclarations suivantes :

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclare, conformément à l'article 21 de la Convention, qu'il n'appliquera pas la Convention aux contrats d'assurance, sous réserve des exceptions prévues au paragraphe 1 ci-après :

1. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord appliquera la Convention aux contrats d'assurance dans les cas suivants :

- (a) s'il s'agit d'un contrat de réassurance ;
- (b) si l'accord d'élection de for est postérieur à la naissance du litige ;
- (c) si, sans préjudice de l'article 1(2) de la Convention, l'accord d'élection de for est conclu entre un preneur d'assurance et un assureur ayant tous deux, au moment de la conclusion du contrat d'assurance, leur domicile ou leur résidence habituelle dans le même État contractant et si ledit accord a pour effet, alors même que le fait dommageable se produirait à l'étranger, d'attribuer la compétence aux juridictions de cet État, pour autant que la loi de celui-ci n'interdise pas un tel accord ;
- (d) si l'accord d'élection de for concerne un contrat d'assurance qui couvre un ou plusieurs des risques ci-après considérés comme grands risques :
 - (i) tout dommage causé par des événements survenant en relation avec leur utilisation à des fins commerciales :
 - (a) aux navires de mer, aux installations au large des côtes et en haute mer ou aux véhicules fluviaux et lacustres ;
 - (b) aux aéronefs ;
 - (c) au matériel roulant ferroviaire ;
 - (ii) tout dommage subi par les marchandises en transit ou bagages autres que les bagages des passagers, quel que soit le moyen de transport ;
 - (iii) toute responsabilité, à l'exception de celle des dommages corporels aux passagers ou des dommages à leurs bagages, résultant de l'utilisation ou de l'exploitation :
 - (a) des navires, des installations ou des véhicules visés au point (i)(a) ;
 - (b) des aéronefs, pour autant que la loi de l'État contractant d'immatriculation de l'aéronef n'interdise pas les accords d'élection de for pour l'assurance de tels

- risques ;
- (c) du matériel roulant ferroviaire ;
 - (iv) toute responsabilité, à l'exception de celle des dommages corporels aux passagers ou des dommages à leurs bagages, pour le dommage causé par des marchandises en transit ou des bagages visés au point (ii) ;
 - (v) toute perte pécuniaire liée à l'utilisation ou à l'exploitation des navires, des installations, des véhicules, des aéronefs ou du matériel roulant ferroviaire visés au point (i), notamment la perte du fret ou du bénéfice d'affrètement ;
 - (vi) tout risque lié à l'un des risques visés aux points (i) à (v) ;
 - (vii) tout risque de crédit ou de caution lorsque le preneur d'assurance exerce à titre professionnel une activité industrielle, commerciale ou libérale et que le risque se rapporte à cette activité ;
 - (viii) tout autre risque lorsque le preneur d'assurance exerce une activité d'une importance qui dépasse les limites chiffrées d'au moins deux des critères suivants :
 - (a) un total de bilan de 6,2 millions d'euros ;
 - (b) un montant net du chiffre d'affaires de 12,8 millions d'euros ;
 - (c) un nombre de 250 employés en moyenne au cours de l'exercice.

2. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclare qu'il pourrait, à un stade ultérieur et à la lumière de l'expérience acquise dans le cadre de l'application de la Convention, réévaluer la nécessité de maintenir sa déclaration au titre de l'article 21 de la Convention. »

Avec la note verbale suivante :

(Traduction)

« L'Ambassade de Sa Majesté britannique présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas et a l'honneur de l'informer de ce qui suit, en référence à l'instrument d'adhésion (l'Instrument d'adhésion) déposé ce jour en vue de l'adhésion du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (le Royaume-Uni) à la Convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for (la Convention de La Haye de 2005).

Conformément à l'article 30 de la Convention de La Haye de 2005, le Royaume-Uni est lié par ladite Convention depuis le 1^{er} octobre 2015 en vertu de son appartenance à l'Union européenne, qui a approuvé la Convention à cette date.

L'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (l'Accord de retrait) est entré en vigueur au 1^{er} février 2020. L'Accord de retrait prévoit des dispositions pour une période de transition allant du 1^{er} février 2020 au 31 décembre 2020 (la période de transition).

Conformément à l'Accord de retrait, pendant la période de transition, la législation de l'Union européenne, y compris la Convention de La Haye de 2005, continue d'être applicable au Royaume-Uni et sur son territoire et le Royaume-Uni continue d'être traité comme un État membre pour ce qui concerne les accords internationaux passés par l'Union européenne, y compris la Convention de La Haye de 2005.

En vue d'assurer la continuité de l'application de la Convention de La Haye de 2005, le Royaume-Uni a soumis un Instrument d'adhésion, conformément à l'article 27, paragraphe 4, de la Convention. Tout en reconnaissant que l'Instrument d'adhésion prendra effet le 1^{er} janvier 2021 à minuit (HEC), le Royaume-Uni considère que la Convention de La Haye de 2005 est entrée en vigueur pour lui le 1^{er} octobre 2015 et qu'il est État contractant sans interruption à compter de cette date.

L'Ambassade de Sa Majesté britannique a par ailleurs l'honneur de se référer à un instrument déposé le 31 juillet 2019 déclarant que son adhésion à la Convention de La Haye de 2005 vaudrait également pour Gibraltar, et qu'elle s'accompagnerait dans ce cadre de déclarations. Le Royaume-Uni considère que l'adhésion pour ce qui concerne Gibraltar ainsi que les déclarations qui l'accompagnent ont été annulées par l'instrument déposé par le Royaume-Uni le 31 janvier 2020. Cependant, par la présente, le Royaume-Uni adhère à la Convention également pour ce qui concerne Gibraltar, ce qui signifie que les déclarations accompagnant le présent Instrument d'adhésion s'appliquent aussi à Gibraltar, comme stipulé. Le Royaume-Uni entend faire des déclarations complémentaires concernant Gibraltar en temps voulu.

L'Ambassade de Sa Majesté britannique saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas les assurances de sa haute considération. »

La Haye, le 2 octobre 2020

Les notifications dépositaires sont accessibles en ligne sur le site Web du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, à l'adresse <https://treatydatabase.overheid.nl>.

XXXVII Élection de for No.02/2020



**MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS
THE HAGUE**

**CONVENTION ON CHOICE OF COURT AGREEMENTS
(The Hague, 30 June 2005)**

Notification pursuant to Article 34 of the Convention

ACCESSION

United Kingdom, 28-09-2020

The Convention will, in accordance with its Article 31, second paragraph, sub-paragraph a, enter into force for the United Kingdom and Gibraltar on 1 January 2021.

DECLARATIONS

United Kingdom, 28-09-2020

"(...) Her Majesty's Government hereby expresses its consent for the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and for Gibraltar, to be bound by the Convention subject to the following Declarations:

The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland declares, in accordance with Article 21 of the Convention, that it will not apply the Convention to insurance contracts, except as provided for in paragraph 1 below:

1. The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland will apply the Convention to insurance contracts in the following cases:

- (a) where the contract is a reinsurance contract;
- (b) where the choice of court agreement is entered into after the dispute has arisen;
- (c) where, without prejudice to Article 1 (2) of the Convention, the choice of court agreement is concluded between a policyholder and an insurer, both of whom are, at the time of the conclusion of the contract of insurance, domiciled or habitually resident in the same Contracting State, and that agreement has the effect of conferring jurisdiction on the courts of that State, even if the harmful event were to occur abroad, provided that such an agreement is not contrary to the law of that State;
- (d) where the choice of court agreement relates to a contract of insurance which covers one or more of the following risks considered to be large risks:
 - (i) any loss or damage arising from perils which relate to their use for commercial purposes, of, or to:
 - (a) seagoing ships, installations situated offshore or on the high seas or river, canal and lake vessels;
 - (b) aircraft;
 - (c) railway rolling stock;
 - (ii) any loss of or damage to goods in transit or baggage other than passengers' baggage, irrespective of the form of transport;
 - (iii) any liability, other than for bodily injury to passengers or loss of or damage to their baggage, arising out of the use or operation of:
 - (a) ships, installations or vessels as referred to in point (i)(a);
 - (b) aircraft, in so far as the law of the Contracting State in which such aircraft are registered does not prohibit choice of court agreements regarding the insurance of such risks;
 - (c) railway rolling stock;

- (iv) any liability, other than for bodily injury to passengers or loss of or damage to their baggage, for loss or damage caused by goods in transit or baggage as referred to in point (ii);
- (v) any financial loss connected with the use or operation of ships, installations, vessels, aircraft or railway rolling stock as referred to in point (i), in particular loss of freight or charter-hire;
- (vi) any risk or interest connected with any of the risks referred to in points (i) to (v);
- (vii) any credit risk or suretyship risk where the policy holder is engaged professionally in an industrial or commercial activity or in one of the liberal professions and the risk relates to such activity;
- (viii) any other risks where the policy holder carries on a business of a size which exceeds the limits of at least two of the following criteria:
 - (a) a balance-sheet total of EUR 6,2 million;
 - (b) a net turnover of EUR 12,8 million;
 - (c) an average number of 250 employees during the financial year.

2. The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland declares that it may, at a later stage in the light of the experience acquired in the application of the Convention, reassess the need to maintain its declaration under Article 21 of the Convention."

With the following Note Verbale:

"Her Britannic Majesty's Embassy presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands and has the honour to refer to the instrument of accession (the "Instrument of Accession") which it has today deposited to achieve the accession of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland (the "United Kingdom") to the Hague Convention of 30 June 2005 on Choice of Court Agreements (the "2005 Hague Convention").

In accordance with Article 30 of the 2005 Hague Convention, the United Kingdom became bound by the Convention on 1 October 2015 by virtue of its membership of the European Union, which approved the Convention on that date.

The Agreement on the Withdrawal of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland from the European Union and the European Atomic Energy Community (the "Withdrawal Agreement") entered into force on 1 February 2020. The Withdrawal Agreement includes provisions for a transition period, which started on 1 February 2020 and will end on 31 December 2020 (the "transition period"). In accordance with the Withdrawal Agreement, during the transition period, European Union law, including the 2005 Hague Convention, continues to be applicable to and in the United Kingdom and the United Kingdom is treated as a Member State for the purposes of international agreements concluded by the European Union, including the 2005 Hague Convention.

With the intention of ensuring continuity of application of the 2005 Hague Convention, the United Kingdom has submitted the Instrument of Accession in accordance with Article 27(4) of the 2005 Hague Convention. Whilst acknowledging that the Instrument of Accession takes effect at 00:00 CET on 1 January 2021, the United Kingdom considers that the 2005 Hague Convention entered into force for the United Kingdom on 1 October 2015 and that the United Kingdom is a Contracting State without interruption from that date.

Her Britannic Majesty's Embassy has further the honour to refer to an instrument deposited on 31 July 2019, declaring that its accession to the 2005 Hague Convention would be also in respect of Gibraltar, and that this accession in respect of Gibraltar would be subject to declarations accompanying. The United Kingdom considers that this accession in respect of Gibraltar, and the accompanying declarations, were withdrawn by operation of the instrument deposited by the United Kingdom on 31 January 2020. The United Kingdom is, however, now acceding to the Convention also in respect of Gibraltar and so the declarations now accompanying the present Instrument of Accession apply also to Gibraltar, as specified. The United Kingdom intends to make further declarations with respect to Gibraltar in due course.

Her Britannic Majesty's Embassy avails itself of the opportunity to renew to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands the assurances of its highest consideration."

The Hague, 2 October 2020

The Depositary Notifications are accessible on the website of the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands at <https://treatydatabase.overheid.nl>.

XXXVII Choice of Court No. 02/2020